

Note d'information à l'attention des acteurs de la société civile sur la procédure de programmation de l'Union européenne (UE) dans les pays partenaires (mise à jour - Octobre 2020)

L'UE est le premier bailleur mondial ainsi qu'un acteur politique de premier ordre, possédant un fort pouvoir d'influence sur les politiques mondiales et l'agenda international. L'UE reconnaît aussi la société civile, dans sa diversité et ses multiples rôles, comme un acteur essentiel de développement. De ce fait l'UE s'est engagée à maintenir un dialogue politique avec les Organisations de la société civile (OSC) tant au niveau régional que national. Par conséquent, en échangeant de façon proactive avec les représentants de l'UE, vous pouvez contribuer à influencer le rôle et l'approche de l'UE dans votre pays et solliciter un appui concernant les thématiques sur lesquelles vous travaillez.

L'UE révisé actuellement ses priorités et l'allocation de ses ressources à l'international pour la période 2021-2027. Cette note d'information présente d'une part comment l'UE définit ses priorités, et d'autre part quelles sont les opportunités pour les OSC de prendre part dans ces discussions.

L'UE se base sur un cycle budgétaire de 7 ans (également appelé Cadre financier pluriannuel), actuellement en négociation pour la période 2021-2027.

Les modifications et changements importants de ce nouveau cycle sont les suivants:

- Objectif "d'affirmer et de promouvoir les valeurs et les intérêts de l'UE dans le monde".
- Un instrument d'aide au développement unique appelé "l'Instrument de voisinage, de coopération au développement et de la coopération Internationale" (NDICI).
- Cet instrument a été conçu afin de renforcer l'approche politique de la coopération européenne.
- Le NDICI privilégiera une approche géographique (au niveau national et régional).
- Le NDICI répondra à des thèmes d'importance internationale tels que le soutien aux Droits de l'homme et aux organisations de la société civile.
- Le NDICI inclura un instrument de réponse rapide en cas de changements inattendu. Le NDICI inclura aussi des fonds pour les opérations d'intervention rapide, ainsi qu'une réserve pouvant être utilisée de façon plus flexible.
- Une part bien plus importante de ce budget sera utilisée pour subventionner des entreprises privées afin qu'elles investissent, via des instruments financiers extrêmement complexes, dans les pays partenaires.

La définition des programmes et priorités s'alignera sur les 5 nouvelles priorités (listées ci-dessous) de l'Union Européenne et décidées fin 2019.

Les priorités géopolitiques principales de la Commission européenne

- **Le Green Deal** : changement climatique, biodiversité, gestion des ressources naturelles, énergie renouvelable, systèmes alimentaires: de la ferme à l'assiette, économie circulaire, villes vertes et intelligentes, eau et océans.
- **Technologies numériques et traitement des données** : normes de réglementation, connectivité numérique, compétences numériques et entrepreneuriat, services à distance y compris administration électronique.
- **Alliance pour le développement durable et l'emploi**: investissement durable, climat et environnement de l'investissement, l'éducation et les compétences, l'intégration économique régionale, le commerce et la mise en réseau.
- **Gouvernance, paix, sécurité et stabilité**: droits de l'homme et démocratie, état de droit et responsabilité, prévention des conflits, paix durable et résilience, combat contre le terrorisme et le crime organisé.
- **Partenariat pour la migration**: causes premières de la migration irrégulière et déplacements forcés, gestion de la migration, solutions durables pour les réfugiés.

Certaines priorités transversales doivent systématiquement être prises en compte dans les actions dans le cadre de partenariats internationaux:

- Impliquer **la société civile, le secteur public, le secteur privé** et les institutions financières;
- Promouvoir **l'égalité des genres et l'émancipation des femmes**;
- Augmenter **le capital humain**.

Le multilatéralisme et la promotion des partenariats sont aussi des priorités transversales de la nouvelle Commission.

Bien que le document détaillant les bases légales (les règles de gouvernance) de ce nouvel instrument n'est pas encore adopté, le processus de programmation avance.

A- Traduire le NDICI en priorités et initiatives pour les programmes géographiques

Comme mentionné ci-dessus, l'UE est en train de revoir ses priorités et l'allocation de ses fonds pour la période de 2021-2027. Ce processus s'appelle "la programmation" et se déroule en trois phases.

1. La pré-programmation du NDICI a consisté en une phase de consultations et d'analyse effectuées par la Commission européenne, les États membres de l'UE et leurs agences de développement. Elle a permis à l'UE d'identifier, en collaboration avec les pays partenaires, les domaines de soutien. Le résultat de cette phase est un court document proposant des priorités générales.
Dans certains cas, ces priorités ont été transformées en des initiatives appelées "Team Europe" (anciennement prénommées "flagship initiatives"). Ces initiatives "Team Europe" sont basées sur les propositions des délégations et complétées par le siège (le SEAE, DEVCO et NEAR) pour les programmes géographiques. Cette phase est à présent terminée.
2. Nous nous trouvons maintenant dans **la phase de programmation** durant laquelle l'UE

définit ses priorités détaillées pour chaque pays ou programme thématique ainsi que les acteurs ou les modes de financement le plus adéquats pour atteindre les résultats qu'elle désire. Pendant cette phase il est crucial que les organisations de la société civile (OSC) soient entendues sur les modalités d'implémentation de l'aide européenne soit en tant que partenaires de mise en oeuvre, soit en tant qu'acteur de plaidoyer dans le cadre de fonctions de monitoring ou de chien de garde. Les OSC peuvent aussi aider à définir les priorités de la coopération européenne en matière de développement au niveau national.

La phase de programmation aura lieu normalement de septembre 2020 jusqu'à la fin de l'année. Il se pourrait toutefois qu'elle soit prolongée jusqu'au printemps 2021. Cet exercice se doit d'être inclusif comprenant des consultations transparentes avec une multitude de groupes intéressés y compris la société civile. Si le siège encourage fortement ses délégations à consulter les OSC, elles sont toutefois libre de choisir la forme que prendront ces consultations

3. La phase finale sera la révision et l'adoption pour chaque pays ou programme thématique d'un programme indicatif multi-annuel (en anglais MIP ou "multi annual indicative programme"). Les MIP sont le résultat de la phase de programmation. Ils définissent les zones de priorité, les objectifs spécifiques, les résultats attendus, les indicateurs de performances et le montant indicatif de l'aide allouée à chaque pays ou programme thématique. Ils sont valables pour 7 ans (4+3) et seront révisés une fois durant la période.

B- Un moment clef pour échanger avec les délégations de l'UE ainsi que les pays membre présents dans le pays

Le processus de programmation est un moment clef pour les OSCs afin d'échanger avec les délégations de l'UE, les ambassades des Etats membres de l'UE présentes dans le pays afin de s'assurer que notre analyse et nos priorités soient prises en compte. Ci-dessous, quelques propositions pour faciliter ce procédé.

Comment s'investir dans le processus de programmation

Contactez les délégations de l'UE : se renseigner afin de savoir 1) quels ont été les résultats de la phase de pré-programmation et 2) si la délégation de votre pays a prévu de consulter les OSC dans les prochaines semaines. Si oui, contacter le Chef de la Section coopération de la délégation et demander quand cette consultation aura lieu et sous quelle forme. Si aucune consultation n'est prévue, veuillez nous en informer. Nous porterons cela à l'attention de la DG DEVCO à Bruxelles. N'hésitez pas à insister auprès de la délégation de l'UE pour qu'elle organise une consultation inclusive, car ceci est imposé par le siège. La personne de contact est le Chef de la Coopération au sein de la délégation de l'UE.

NB: CONCORD a mis en place un [outil de suivi virtuel](#) pour les différentes consultations organisées dans le monde. Vous pouvez compléter les informations déjà présentes en ajoutant la date de la consultation si vous la connaissez. Cela nous aidera à conserver une meilleure vue d'ensemble de la situation.

S'organiser : contacter les autres OSC présentes dans le pays ainsi que leurs plateformes afin de joindre vos efforts et de vous assurer de la cohérence de vos plaidoyers. Comparez vos documents, vos études, vos approches innovantes ainsi que ce que vous savez et ce qui pourrait être partagé avec les délégations de l'UE, en particulier en ce qui concerne les thématiques identifiées comme prioritaires par la délégation de l'UE dans la phase de

pré-programmation.

Programmation conjointe¹ : déterminer si une mission de programmation conjointe est prévue dans votre pays, et/ou examiner le rapport de programmation conjointe produit. Rappelez-vous que les agences de développement des États membres² peuvent influencer le processus de programmation conjointe, et peuvent donc soutenir vos points de vue. Dans le cadre de la réponse commune de l'UE au Covid-19, la programmation conjointe est désormais également appelée initiative "Team Europe".

Plaidoyer de programmation et messages importants lors de consultations ou dans la communication avec la délégation de l'UE:

- Il est très important de **se préparer, et d'émettre des messages concrets/clairs durant le processus** de consultation. Par exemple, vos propres évaluations de pays/secteur et documents de stratégie par pays pour les prochaines années peuvent vous aider à justifier vos positions sur les priorités de programmation. Cela contribuera à façonner les initiatives "Team Europe" de l'UE identifiées lors de la phase de pré-programmation et contribuera au Programme indicatif pluriannuel dans votre pays. Si vous avez participé aux consultations préalables à la programmation, partagez cette expérience et ses conclusions.
- Si vous travaillez dans un pays au contexte contraignant, fournissez à la délégation de l'UE les conseils essentiels sur **comment aider les OSC et autres acteurs démocratiques dans un espace civique de plus en plus restreint** ainsi que les messages clefs qu'elle pourrait transmettre aux autorités nationales et aux autres donateurs. Il est essentiel de promouvoir le rôle des OSC à tous les niveaux de la programmation et de l'implémentation de l'aide européenne.
- **Demandez la consultation et l'inclusion des OSC dans tout futur programme géographique.** La délégation de l'UE se doit de voir les OSC comme des partenaires dans tous les programmes et s'assurer de l'attribution de subventions spécifiques aux OSC dans tous les programmes géographiques. Fournissez des exemples concernant l'importance du rôle de la société civile, ainsi que sur sa valeur ajoutée dans différents secteurs, y compris dans les secteurs techniques tels que l'agriculture, l'énergie, etc. Soulignez la pertinence de ces secteurs vis à vis des priorités "Team Europe" identifiées pendant la pré-programmation par exemple l'éducation, l'agriculture en relation avec l'action climatique ou la digitalisation.³ Partagez des exemples de succès des OSC. Il est important que ces consultations soient organisées de façon transparente et inclusive (incluant autant d'organisations locales que possible)
- Soyez conscient que pendant la programmation des allocations des fonds, les

¹ Programmation conjointe veut dire que les pays membres de l'UE (par l'intermédiaire des leurs ambassades ou agences de développement) et l'UE se doivent de travailler ensemble afin de développer une programmation conjointe. Il existe actuellement 79 pays dans lesquels des efforts de programmation conjointe ont été entrepris et 20 pays dans lesquels des stratégies conjointes existent. Contactez votre délégation de l'UE, vos interlocuteurs de référence au niveau national, les ambassades, ou les représentants d'autres agences européennes donatrices (par exemple DANIDA, GIZ etc.)

² Les agences de développement des États membres sont des entités juridiques chargées de coordonner et de mettre en œuvre la stratégie de développement des États membres de l'UE sur le terrain, telles que l'AECID, la GIZ, l'Asda, l'AFD, etc.

³ En annexe, un tableau récapitulatif comment les priorités de l'UE se traduisent dans les pays partenaires.

délégations UE et les États membres devront prévoir comment l'UE pourrait améliorer les liens entre ses politiques humanitaires, de développement et les processus de consolidation de la paix (l'approche "Nexus"). De plus, ils devront déterminer la contribution de l'UE dans les programmes et initiatives futures concernant le développement humain et l'inclusion sociale, l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes et des filles, le changement climatique et la migration. Pour cela il est important de partager la meilleure approche d'implémentation dans votre contexte et pays.

- **Ces consultations ne sont pas le moment de parler du financement de vos projets et de votre organisation.** Ce n'est ni le moment ni le but de l'échange et mélanger les sujets peut potentiellement biaiser votre message. Cet exercice porte sur la stratégie globale de financement par l'UE du milieu des OSC et de leurs priorités dans votre pays et sur le long terme.
- Maintenir des échanges privilégiés avec les OSC et les programmes portant sur les Droits de l'homme et la démocratie afin d'encourager l'activité politique et la défense de ces droits.
- Plaider pour un processus de programmation transparent et une distribution des fonds pour tous types de financement tels que l'appui budgétaire, les fonds fiduciaires, les attributions directes etc. Par exemple dans le cas de l'appui budgétaire au gouvernement local, demander la participation des OSC dans la détermination des indicateurs et demander la création d'un processus de suivi transparent qui permettrait aux OSC de suivre l'impact de l'appui budgétaire et des dépenses.

N'oubliez pas que ce processus détermine les programmes de l'UE, leurs modalités et la distribution de ses fonds pour les 7 prochaines années.

Les OSC ne sont pas les seuls acteurs consultés. Il est important de souligner que le secteur privé, les institutions financières internationales et les organisations internationales sont aussi consultés.

Retours: n'oubliez pas de partager avec CONCORD ou avec vos représentations européennes vos retours concernant tout échange avec une délégation ou ambassade d'un État membre de l'UE (en rapport avec la programmation). Ces retours sont essentiels afin que CONCORD puisse communiquer sur la qualité du processus et les améliorations éventuelles à apporter.

C- Qui peut vous aider dans votre préparation?

Celia Cranfield (celia.cranfield@concordeurope.org)

Anne Malavaud (policy.assistant@concordeurope.org)

Annex

Exemples de traduction des priorités de la CE au niveau pays → [link](#)

Liens Utiles

Webinaire développé par CONCORD sur l'engagement des délégations de l'UE avec la société civile, novembre 2019, disponible en trois langues

- English: <https://www.youtube.com/watch?v=zP5HunU7p2o>
- French: <https://www.youtube.com/watch?v=53WHmlHtC7A>
- Spanish: <https://www.youtube.com/watch?v=9cUTiO3rVTM>

CONCORD (2019), Comprendre les délégations de l'UE, guide pratique de la collaboration des OSC avec les délégations de l'UE

- English:
<https://concordeurope.org/wp-content/uploads/2019/06/EUDHandbook-English-2.pdf>
- French: <https://concordeurope.org/wp-content/uploads/2019/06/EUDHandbook-French.pdf>
- Spanish:
<https://concordeurope.org/wp-content/uploads/2019/06/EUDHandbook-SPANISH.pdf>

CONCORD (2019), *Timeline of EU budget 2021-2027* ([link](#))

CONCORD (2019), *Messages on EU GAP III* ([link](#))

CONCORD (2020), *Digitalisation and NDICI Programming* ([link](#))

CONCORD (2020), *Green Deal, human development and NDICI Programming* ([link](#))

